

## Guerre civile au Natal-kwaZulu

### La douloureuse agonie d'un mythe

**L**A guerre au Natal-kwaZulu est un puissant révélateur des problèmes politiques et économiques que traverse l'Afrique du Sud, bien plus qu'elle n'est l'expression de rivalités interethniques indéraciables.

Mais soumis à l'exigence du direct, hallucinés par la brutalité et le décompte des massacres, les médias ne retiennent de ces affrontements sanglants que la coloration tribale. Une phonie exotique, *zulu*, *xhosa*, *Inkatha* suffit pour livrer à un public avide de libérer ses fantasmes les preuves d'une résurgence subite des pulsions agressives de tribus jusque-là occupées à danser dans la nuit africaine.

Pourtant la guerre civile qui au Natal a fait plus de dix mille morts ces vingt dernières années ne se résume pas au schéma simpliste d'« affrontements interethniques » ou de « rivalités tribales entre Xhosas et Zoulous ». L'étude du mouvement Inkatha permet de mieux comprendre la nature réelle de ce conflit. De la manipulation de la référence ethnique à la reconstruction idéologique de l'ethnicité (1), l'Afrique du Sud est le théâtre privilégié de mobilisations culturelles particulières dont les Zoulous sont tour à tour les acteurs et les objets

les plus flagrants. Leur territoire, le kwaZulu (2) est un pur exemple de création artificielle. Si le remembrement de 1975 a regroupé les 44 morceaux et 144 *black spots* — propriétés des Noirs enclavées dans celles des Blancs — en une douzaine de parcelles, le kwaZulu demeure une mosaïque (3) imbriquée dans les banlieues industrielles de Durban et de Pietermaritzburg. De plus, 58 % de ses 31 750 km<sup>2</sup> sont à flanc de colline et 70 % des sols sont impropres à la culture. Les six millions de Zoulous constituent le groupe ethnique numériquement le plus important en Afrique du Sud : les deux tiers vivent au Natal-kwaZulu et leur homogénéité linguistique et culturelle facilite leur mobilisation. Ainsi, dès sa (re)création en 1975, Inkatha s'adresse-t-il à ceux qui se définissent comme Zoulous.

Le dirigeant du mouvement culturel de libération nationale, Mangosuthu Buthelezi, habile à réutiliser les éléments culturels communs a fait d'Inkatha un efficace outil de contrôle politique en associant populisme et libéralisme économique. Néanmoins il serait faux de relier exclusivement la diffusion du nationalisme culturel au Natal à l'existence historique du royaume zoulou en tant qu'État le plus puissant et le plus capable de cohésion au XIX<sup>e</sup> siècle (4). Nous le savons, les bantoustans constituent

(1) Voir les excellents travaux de L. Thompson (1969), M. Cornevin (1979) et L. Vail (1989) à propos de la distorsion de la tradition.

(2) Littéralement le « lieu des Zoulous ».

(3) De townships surpeuplées et de squatts misérables soumis à d'incessantes menaces d'expulsion.

(4) Consulter ici les recherches de Shula Marks.

d'immenses réservoirs de main-d'œuvre et l'industrie sud-africaine, par sa structure, brise l'autonomie des peuples qui lui sont soumis (5). M.G. Buthelezi, qui s'est copieusement servi de ses origines (6) pour légitimer et accréditer son rôle au sein du kwaZulu et d'Inkatha, s'est hissé à une place confortable de dirigeant revendiquant tout à la fois une spécificité culturelle et des ambitions nationales. Il a joué la carte du libéralisme économique, de la non violence, de l'ouverture à la négociation si bien qu'il a été un des mieux écoutés et des plus protégés des leaders noirs d'opposition en Afrique du Sud. Le nombre des adhérents à Inkatha était en accroissement spectaculaire et rien ne semblait pouvoir détrôner M.G. Buthelezi. Une des immenses faiblesses de sa politique est qu'il a totalement failli à équiper son territoire en infrastructures favorables à une économie fiable, à un système éducatif adapté ainsi qu'à une redistribution équilibrée des ressources.

Par ailleurs, si jusqu'alors on devenait membre d'Inkatha par peur des représailles ou par intérêt matériel bien plus que par souci d'affirmation de sa « zoulouitude », il semble à présent que l'on quitte Inkatha lassé de défendre un programme vide de projets concrets d'amélioration des structures économiques et sociales. Depuis son échec, devant l'UDF, en 1983, à rallier l'ensemble des partisans anti-apartheid, M.G. Buthelezi a cristal-

lisé ses tendances mégalomanes en une politique de plus en plus musclée du pouvoir. En accentuant de façon démesurée les différences, Inkatha contribuait à maintenir les citoyens en tant qu'objets sociaux. Lorsque, signe peu remarqué par les médias occidentaux, Oscar Dhlomo (7) a quitté Inkatha en juin 1990, sa démission a confirmé le déclin du mouvement. Dès lors, M.G. Buthelezi, reprenant sa stratégie de 1983, a utilisé la seule planche de salut qui lui restait, à savoir un rapprochement ostensible du Parti national et des intérêts capitalistes blancs. Quand, le 16 juillet 1990, il annonce à la conférence annuelle du mouvement son intention de conduire ce qui est devenu le parti Inkatha à jouer un rôle dans les négociations multipartites, puis les élections, il prend position contre la déclaration de l'ANC à Harare (8). Il a donc ouvert Inkatha à « toutes les races » et se veut représenter le centre vers lequel s'avanceraient depuis la droite le Parti national et depuis la gauche l'ANC. Cette prétention à faire l'unité est aussi osée qu'irréaliste car la légalisation et le retour de l'opposition exilée ont porté au mouvement zoulou un coup fatal en amenant au grand jour ses défaillances structurelles.

La version *post-red friday* (9) d'Inkatha (*Inkatha Freedom Party*) visant à séduire l'électorat blanc ne parviendra pas à compenser, c'est évident, l'hémorragie qu'ont subie

(5) A ce sujet, un article de Dennis Gordon, publié par le journal de la chambre des mines, *Mining Survey*, offre un éclairage fascinant sur l'utilisation de l'ethnicité comme aimant vers les mines.

(6) Issu de la grande aristocratie zouloue, il est entre autres l'oncle du roi Goodwill Zwelithini qu'il « dirige » de main de maître.

(7) Secrétaire général du mouvement

jusqu'en juin 1990, Oscar Dhlomo est un des hommes les plus respectés en politique, qui s'est toujours attaché à élaborer des négociations, en particulier pour la paix au Natal.

(8) Adoptée le 21 août 1989 par le Comité pour l'Afrique australe de l'OUA.

(9) 2 février 1990, date du discours « révolutionnaire » de F.W. De Klerk qui a plongé la RSA dans la stupéfaction.

les rangs du parti ni à redorer le blason du chef ministre du kwa-Zulu. Son image au plan local et international a souffert des révélations concernant son rôle dans la guerre (10) qui s'étend du Natal au Transvaal. Paradoxalement cette guerre a servi à consolider le support apporté à Inkatha par les Zoulous du Transvaal où ces travailleurs migrants « neutres » ont été directement impliqués dans les combats contre les membres de l'ANC. Les violences, telle une traînée de poudre se sont étendues à divers syndicats ; au nord Natal dans les mines de charbon les forces du NUM (11) ont été sévèrement ébranlées ainsi que dans le Reef, à un degré moindre toutefois, celles du NUMSA (12). L'enjeu est clair : regagner par la force un électorat et des membres sur le territoire de l'adversaire. La base politique de ces affrontements est, sur le terrain, très claire pour chacun. Le développement politique est en Afrique du Sud avant tout lié aux transformations économiques de première importance que sont l'industrie minière et l'urbanisation ; et non pas comme ailleurs en Afrique, le résultat de changements constitutionnels. Aujourd'hui, à la fin de la guerre froide et à la dissipation de la crainte de l'encerclement communiste, « *l'Afrique du Sud est aux prises avec la transformation d'un État raciste en un État fondé sur l'univer-*

*salité de la citoyenneté (...)* à cause de l'exclusion politique des Noirs, le transfert du pouvoir colonial est demeuré incomplet et la création d'un État moderne inachevée » (13). Le Parti national — au pouvoir depuis 43 ans — se lance dans une politique de séduction et d'ouverture qui est indispensable à sa survie. Ainsi Inkatha, seul mouvement noir d'opposition légal (de 1975 à 1990) à monopoliser le partenariat avec Pretoria perd-il ses privilèges et sa superbe. Après avoir successivement assuré les rôles de soupape de sécurité dans l'expression des revendications noires, de garde-fou de l'expansion de l'idéologie socialiste (14), de grain de sable dans le rouage des tentatives d'unification des mouvements d'opposition, le voici à présent bouc émissaire de ce qui est présenté exclusivement comme un conflit ethnique. Quand on sait que le processus des négociations pour l'avenir politique de l'Afrique du Sud a pour condition l'arrêt des affrontements, on comprend mieux que les *talking about talking* s'éternisent. Le gouvernement partage le bénéfice de ce sur-sis avec le monde des grandes affaires sud-africain. Par ailleurs, à ce jour, les relations entre Inkatha et l'État restent ambiguës. Au sein du Parti national, contrairement au Parti conservateur qui courtise Inkatha, les avis sont partagés. Cela se constate lorsque l'on observe que

(10) Guerre d'influence avec l'ANC.

(11) *National Union of Mine Workers*.

(12) *National Union of Metal Workers of South Africa*. Ce syndicat, ainsi que le NUM, est affilié à la confédération syndicale COSATU, le plus grand mouvement des travailleurs de l'histoire du pays, qui a été fondé en 1986. Opposé au NACTU — *National Council of Trade Unions* — et à l'UWUSA — *United Workers' Union of South Africa* — lancée par Buthelezi.

(13) S. Nolutshungu, « L'Afrique, quelles leçons pour l'Afrique du Sud ? », in C. Coulon et D.C. Martin (sous la dir. de), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 251-272.

(14) Buthelezi a longtemps été le *seul* interlocuteur noir sud-africain légal vis-à-vis des puissances internationales.

les éléments des forces de sécurité ont directement ou indirectement appuyé Inkatha dans sa campagne de recrutement et dans sa guerre contre l'ANC (15). En juillet 1991, les remous dûs au scandale du financement de l'IFP (Inkatha Freedom Party) par le gouvernement prouvent que l'homogénéité n'est pas réalisée non plus par les dirigeants du pays. Néanmoins sont à signaler ses efforts de transparence destinés à accroître sa crédibilité tant sur le plan interne que sur la scène internationale — dont témoigne la mise en jugement de policiers et de « soldats » du Kwa-Zulu (16). Par ailleurs, bien que la lutte armée ait été abolie, des milliers de membres de l'ANC demeurent en exil, en prison ou en jugement : divisés par l'éloignement, ils ont du mal à retrouver un langage réellement commun, voire même à être informés. Certains de ceux qui ont vécu de longues années d'isolement — en particulier dans les camps militaires — critiquent sévèrement les dirigeants actuels de l'ANC et tous n'ont pas accepté la suppression de la lutte armée. Ces éléments permettent de mieux comprendre que les leaders de chacun des mouvements politiques engagés dans le conflit n'ont pas tous les pouvoirs de freiner la violence.

(15) Peu après sa légalisation, l'ANC prévoyait de recruter un million de membres d'ici à la fin de 1990. Or il en a à peine intégré le quart. Bien qu'il ait attiré des milliers de Blancs et d'Indiens, son soutien dans la communauté blanche est négligeable et celui des Indiens s'effondre, ce qui laisse présager des tensions au sein du parti.

(16) Se référer à la presse d'opposition sud-africaine qui ne cesse de « révéler » l'existence « d'escadrons de la mort », « troisième force » et autres sections secrètes spéciales

## La violence comme ultime recours

Les violents événements du Natal n'ont rien d'une fatalité mais sont au contraire tout à la fois moyen et conséquence. En effet, la violence est un invariant du système politique sud-africain qui est éminemment ségrégatif et repressif, la violence de l'Ordre entraînant celle du Refus. Toutefois, sera-t-il possible de la surmonter, en particulier en la canalisant et en rétablissant le dialogue ?

Est-ce ce qu'ont tenté M.G. Buthelezi et N. Mandela en se rencontrant enfin le 29 janvier dernier ? Il nous semble que non ou du moins que cette seule rencontre — pourtant hautement symbolique et très médiatisée — soit loin de suffire à apporter la paix civile en Afrique du Sud. Une preuve de cette impuissance a été immédiatement enregistrée avec la poursuite des attaques et des attentats dès le lendemain de la rencontre (17). Les enjeux politiques véritables consistaient plutôt en l'ouverture de négociations réelles sur la nouvelle constitution, c'est-à-dire sur une participation des Noirs aussi bien aux élections qu'au gouvernement (18). M.G. Buthelezi se déclare à présent moins hermétique à la discussion vis-à-vis du projet d'Assemblée

plus ou moins dissidentes par rapport au gouvernement.

(17) D'après les enquêtes menées par le *Weekly Mail*, le message pour la paix entre les deux dirigeants de l'ANC et de l'IFP ne semble pas avoir été porté dans les townships de façon officielle, pas plus que n'ont été élaborés des plans de paix précis.

(18) La concrétisation du fameux « *one man, one vote* ».

constituante et d'un gouvernement intérimaire. En tout état de cause, chacun des deux dirigeants pense bénéficiaire de cet accord pour la paix. D'une part l'ANC se voit autorisée (19) à accéder au kwaZulu à des facilités publiques qui seront désormais accordées à tous, sans distinction d'appartenance politique. En clair, cela lui ouvre la porte de la campagne de recrutement en zone jusque là prohibée (20). Il est en outre évident que le dialogue entamé en haut lieu entre « frères ennemis » peut contribuer favorablement à changer l'image de l'ANC perçu comme anti-zoulou et sous hégémonie xhosa.

D'autre part, M.G. Buthelezi obtient ce qu'il désire tant : être reconnu publiquement par l'ANC comme une force politique dont il faudra tenir compte. Pour lui, c'est enfin l'échec de la stratégie d'isolement de l'ANC à son égard : Inkatha aura donc son siège à la table des négociations et pourra chercher à nouer des alliances aussi bien avec l'ANC qu'avec le Parti national (21).

Enfin les fonds que Pretoria réserve au développement économique sont conditionnés au retour à la paix. Et c'est bien là que ressurgit l'évidence d'une conditionnalité contraire à toute logique pacifique car une des causes fondamentales de la guerre est directement liée aux conditions de vie critiques (emploi, logement, santé, éducation...) elles-mêmes résultant d'une gestion inégalitaire. Alléchés par l'offre financière, les deux partis osent espérer

que leur accord tiendra. Rien pourtant ne nous semble moins difficile. Comme le dit H. Gwala, responsable de la branche de l'ANC au Natal-Midlands (22) « *le carnage va continuer jusqu'à ce que les conditions profondes de l'apartheid soient démantelées : la situation est terrible (...) pourtant la presse ne couvre pas l'événement et il n'y a pas de proposition de recours à une commission d'enquête* ». Dans les années quatre-vingt, la machine étatique sud-africaine se désintégra et ce système en faillite a conduit à « *une inversion extraordinaire du processus de formation de l'État : le passage à rebours d'un État moderne à un système impérial* » (23).

Aujourd'hui, octroyer le droit de vote aux Noirs correspondrait pour le Parti national à abandonner l'achèvement de l'État blanc et supposerait donc que s'opère un changement radical dans les mentalités et les représentations mentales des Blancs comme des Noirs tant sont intériorisées les relations du type « maître-esclave ». L'histoire de la RSA depuis l'institutionnalisation de l'État d'apartheid est l'expression non dissimulée de la violence en tant que moyen. Moyen d'imposition d'un ordre social et politique spécifique. Mais le refus consécuteur à cet ordre se manifeste d'autant plus fortement que les mesures de transition de l'État vers une forme plus « moderne » ne s'assortissent pas d'un élargissement suffisant des transferts de pouvoir. Ainsi les années 1980 ont-elles été marquées par la création de puissants syndi-

(19) C'est une des clauses de la déclaration commune.

(20) *A contrario* et dramatiquement, cela peut conduire à attiser les rivalités entre les divers représentants des partis politiques et des syndicats en présence et à mettre le feu aux poudres.

(21) Mais ne compte-t-on pas plutôt sur lui pour orienter les votes zoulous — à supposer qu'il lui reste de l'autorité — lors des élections ? Et de quel côté : ANC ou NP ?

(22) Dans le *Weekly Mail* du 8 au 14 mars 1991.

(23) S. Nolutshungu, *op. cit.*, p. 256.

cats et de nouvelles structures politiques (24) ainsi que par des campagnes importantes de boycott des loyers, des commerces blancs, des lycées et écoles. De même le retour progressif d'une partie des 3,5 millions de personnes expulsées *manu militari* de leurs habitations depuis quarante ans s'effectue-t-il inexorablement.

Toutefois, il serait erroné de conclure que toute révolte est ici pensée et encadrée. Les faits sont là, qui prouvent le contraire. Les guerres de conquête, le système colonial d'occupation, l'administration indirecte, le détournement des systèmes politiques existants, les missions, le phénomène de déculturation et d'acculturation et les politiques populistes sont autant de facteurs maîtrisés et garants de la sécurité du gouvernement central, auxquels viennent se greffer des constantes génératrices de conflit qui, elles, ne sont pas maîtrisées. Elles sont le résultat de mutations profondes — sur le plan politique et social — ainsi que la preuve tangible de l'inadéquation du système politique proposé avec l'émergence de cultures et de désirs nouveaux. Si la dévalorisation — de même que la manipulation — des facteurs culturels et rituels a pu amener certains individus à trouver refuge dans le culte des valeurs « traditionnelles » — et cela a fait la fortune d'Inkatha à une époque — il faut bien reconnaître que cela n'est plus le cas désormais. A la distorsion de fond instaurée et entretenue habilement par le Parti national vient s'ajouter un processus de révolte anarchique car aucune canalisation de la violence n'est prévue ni étudiée. Même les plus *verligte* —

« éclairés » — des dirigeants ne disposent pas des moyens institutionnels pour résoudre la crise politique pas plus qu'ils ne peuvent prendre les mesures économiques pouvant redresser le pays. Et même si les plus progressistes, dont la ligne idéologique et l'engagement souvent courageux ne sont pas à mettre en doute, se déclarent prêts à partager le pouvoir et les ressources de façon équitable dans une nouvelle Afrique du Sud, ce n'est pas sans inquiétude qu'ils envisagent l'avenir : « Mandela, d'accord, mais quid de ses collaborateurs ? » En conclusion, et pour mettre un terme au mythe des « inévitables rivalités ethniques », il convient de distinguer l'identité traditionnelle de l'identité au pluriel. L'identité traditionnelle telle qu'elle a été décrite, n'existe en somme que dans les daguerréotypes mentaux des anthropologues nostalgiques ou dans les fantasmes d'ordre sociétal des Blancs comme des Noirs les plus angoissés par la perte de la « pureté ». L'identité au pluriel, en revanche, est une identité en marche qui procède d'une évolution évidente. En effet, ces identités sont le fruit de cultures renouvelées, où la part de la tradition a grandement disparu en perdant sa capacité à combler un manque. C'est ainsi que le retour aux valeurs traditionnelles en tant que recherche de l'Age d'or ou du « paradis-gme perdu » ne peut pas être satisfaisant pour la raison même qu'il relève de la quête mythique. Peut-être assistons nous avec le déclin officiel d'Inkatha à l'agonie d'un mythe, à la fin des Zoulous. Toutefois, l'émergence de ces identités neuves, au nez et à la barbe des leaders traditionnels est

(24) UDF, créé en 1983, UWUSA (Inkatha), en 1986, NACTU (PAC), en 1986,

NUMSA (ANC), en 1982 et COSATU (ANC), en 1986.

peut-être le signe générateur d'espoir pour l'avenir car porteur d'une liberté et d'une personnalisation authentique. Dans les voies de résistance modernes et informelles, certains auteurs voient une promesse concrète de création d'un État moderne passant obligatoirement par ce processus désordonné et violent. Pour S. Nolutshungu (25), les mouvements ethniques et le tribalisme ont acquis une plus grande visibilité, tendent vers la désintégration du pouvoir et pourraient imposer la renaissance de leurs droits. Nous ne partageons pas cet avis, car la gravité des affrontements dans la région de Pietermaritzburg, Durban et Johannesburg ne laisse pas présager l'expression d'une appartenance ethnique épanouie et positivement affirmée, ni un refus conscient et organisé, mais bien plutôt un marasme social et politique croissant. Nous ne pensons pas que les factions nationalistes les plus irréductibles se laissent

gagner par la grâce d'un climat de détente. Dans l'affirmation des « identités nouvelles », plurielles, métisses, aux couleurs de la douleur accumulée et des réseaux de solidarité intergroupe, échappant à toute logique exclusiviste et/ou ethniciste pourrait résider une riposte véritable, une manifestation anarchique. Un raccourci facile serait celui de la solution néo-autoritaire ou du recours aux légitimations religieuses. Mais nous ne croyons pas en ce schéma car en Afrique du Sud, ces raccourcis sont toujours monopolisés par le pouvoir en place.

Reste l'hypothèse la plus terrible, celle d'un durcissement des conflits et de leur répression suivis de l'éclatement d'une révolution spontanée où le groupe des Sud-africains noirs pourrait ne pas choisir le leader pressenti et conduire le pays au chaos le plus complet.

**Véronique Faure**

(25) *Op. cit.*, p. 268.